

**AGRICULTURE**

CES NOUVEAUX PAYSANS QUI CULTIVENT EN VILLE

C'est l'un des grands chantiers du mandat de Michaël Delafosse : planter, cultiver, élever des bêtes partout où c'est possible sur la métropole. Mais Montpellier peut-elle vraiment se nourrir toute seule ?



Is sont à une poignée de minutes – à vélo, bien sûr – du centre-ville de Montpellier. Ces agriculteurs d'un nouveau genre, souvent jeunes, cultivent leurs légumes en bio. Leurs fermes prennent souvent des allures de coopératives, on y parle mise en commun des moyens de production et préservation de l'environnement. Mais cette carte postale de l'agriculture urbaine, chère aux élus écologistes, peut-elle remplir sa fonction première, à savoir nourrir les populations les plus proches ? Marie Massart, élue EELV en charge de la politique alimentaire à la Ville de Montpellier, prévient : *“Si l'entièreté du département de l'Hérault était cultivée, on pourrait à peine nourrir les habitants de la métropole. Au lieu d'autonomie alimentaire, notre objectif est plutôt souveraineté alimentaire.”*

Qu'est-ce que ça veut dire ? *“Ça veut dire diversifier les approvisionnements. Avoir un système local qui dépend le moins possible des intrants. Qui parvient à s'affranchir des marchés mondiaux et qui préfère travailler avec les territoires les plus proches”,* indique Isabelle Touzard, vice-présidente de la Métropole en charge de l'agroécologie et de l'alimentation. Mais à quoi ressemble ce projet de “souveraineté” ?

De gauche à droite : Édouard, Jérémy, Léa et Léon exploitent ensemble 5 hectares en maraîchage au domaine de la Condamine en plein cœur du quartier Millénaire à Montpellier.

Deux tiers d'espaces naturels. L'idée, pour la Métropole, est d'acquérir des terres agricoles, les rassembler et les mettre à disposition d'agriculteurs. *“Les deux tiers de la métropole sont constitués d'espaces naturels mais pour installer des agriculteurs ça demande une ingénierie énorme, les parcelles agricoles sont souvent morcelées et la pression foncière est forte”,* indique Isabelle Touzard qui mène cette *“révolution agricole”*. Au total, sur les 11 000 hectares agricoles de la Métropole, bien un tiers serait en friche. Au-delà d'un simple appel d'offres pour trouver des agriculteurs susceptibles de s'installer, c'est un véritable accompagnement qui est mis en place pour permettre de se lancer sans se planter. C'est le cas, par exemple, de Pierre Bouteiller qui s'est installé avec ses vingt cochons bio au domaine Mirabeau à Fabrègues. Il n'y a pas moins de six fermes de ce type sur le territoire de la métropole et trois nouvelles sont en projet.

Parmi ces nouveaux terrains fertiles, les plus avancés : le parc du château à Lavérune, 25 hectares au pied du château sur lesquels va naître un projet agricole. Il faut dire que la demande de produits locaux et sains est dans l'air du temps. *“Il apparaît clairement que le modèle agro-industriel tel qu'on l'a connu a vécu”,* indique Jean-Louis Rastoin, ingénieur agronome de Montpellier Sup Agro et à la chaire Unesco en alimentation du monde, dans un rapport de la Chambre d'agriculture de l'Hérault réalisé en 2018 sur le thème *“Comment l'agriculture peut-elle nous nourrir ?”* *“Les consommateurs l'ont bien compris, une partie significative se tournent vers les produits bio et les circuits courts (...). Ce nouveau modèle s'intitule “système alimentaire territorialisé” et la région Occitanie possède tous les atouts pour stimuler l'émergence de ce type de système.”*

“Si l'entièreté du département de l'Hérault était cultivée, on pourrait à peine nourrir les habitants de la métropole.”

L'effet Covid. La crise sanitaire a redynamisé la production locale. Peut-être même plus que le bio, qui connaît cette année une baisse de 1,2 % des achats contre des progressions à deux chiffres depuis dix ans. *“S'il y a une tendance qui semble clairement sortir renforcée de la crise sanitaire, c'est bien le “made in France” et “la proximité”,* indique une étude de France Agrimer publiée au lendemain de la crise sanitaire. Dans un sondage de Kantar WP de la même année, acheter local ou français est même arrivé en tête des intentions de l'après-crise pour les Français. 56 % des Français souhaiteraient que leur consommation alimentaire devienne 100 % locale. Rien que la cantine des écoles de Montpellier – bio et locale à 38 %, dont 15 %

de bio local et 10 % de bio français – projette d'atteindre les 100 % d'ici 2026. *“Niveau maraîchage, il y a des marges de manœuvre ici”,* indique Marie Massart. *“La viande vient pour l'essentiel de Lozère. À l'échelle régionale, on pourrait avoir une forme d'autonomie alimentaire.”*

Mais l'objectif est également de produire en bio sans intrants. *“Nous n'imposons pas le label bio, mais les agriculteurs y viennent d'eux-mêmes”,* assure Isabelle Touzard. La preuve par les résultats : l'Hérault est le troisième département de France en production bio. Mais ces chiffres sont tirés par la production de vin, qui représente 80 % des exploitations agricoles du département... Si l'Hérault était coupé du monde, seulement 6 % des besoins des habitants en légumes seraient couverts, 3 % en produit laitiers et 2 % en viande... La souveraineté apparaît alors bien lointaine. Mais installer des agriculteurs en zone périurbaine reste toutefois très utile.

Plus que des agriculteurs. *“Le but de ce genre de projet est de conserver la biodiversité, c'est tout l'intérêt de l'agroécologie”,* indique Isabelle Touzard. Ce n'est pas Jérôme Despey, président de la Chambre d'agriculture de l'Hérault, qui dira le contraire : *“Si on ne prend pas garde, on*

peut avoir une dérive avec une progression de l'urbanisation et des infrastructures qui vont grignoter des terres agricoles.”

Et pour cela, le rôle de coopérative agricole, comme Terracoopa, installée à Jacou depuis dix ans, est primordial. Sur ce site de dix hectares, des agriculteurs peuvent se lancer à moindre coût, avec des aides techniques et matérielles. Une fois qu'ils sont installés, Terracoopa signe avec eux un contrat : ces derniers louent la terre à la Métropole et sont salariés de la coopérative. Leur rémunération étant le fruit de leur production.

“Cette protection sociale et ce suivi permettent aux agriculteurs qui se lancent de ne pas compter uniquement sur la revente du terrain pour se constituer une retraite”, indique Joseph Leblanc, gérant de Terracoopa. *“On évite ainsi la spéculation foncière et une augmentation des prix des terrains agricoles qui rend plus difficile l'installation de nouveaux agriculteurs.”*

Autre objectif affiché par la Métropole : ouvrir ces lieux au public. *“L'idée, c'est que ces lieux doivent être des fermes ressources en termes de pédagogie, comme l'Écolothèque de Saint-Jean-de-Védas, de savoir, de recherche...”*, indique Isabelle Touzard.

Simon Challier

Le Marché-Gare : garde-manger de Montpellier

Il fête cette année ses 60 ans, le MIN – marché d'intérêt national de Montpellier – va être totalement repensé en “Cité de l'alimentation” avec halles ouvertes au public, base de transformation pour les producteurs, unité de production, jardins pédagogiques ou encore cours de cuisine.

Pour l'heure, le MIN, c'est :

- 40% des produits qui viennent du sud de la France.
- 80 producteurs indépendants en circuit court sur environ 3 000 fournisseurs.
- 60 000 tonnes de fruits et légumes vendues par an.